

**LA SUISSE EN EUROPE**  
**APPEL DE CITOYENNES ET CITOYENS PRÉOCCUPÉS**

**Les Suissesses et Suisses soussignés,**

- profondément préoccupés par la confusion qui caractérise aujourd'hui la politique de la Suisse vis-à-vis de ses partenaires européens,
- soucieux d'éviter au pays les dommages économiques et politiques qu'il risque de subir s'il continue à mettre en cause les liens et l'esprit de coopération avec l'Union Européenne et ses États membres,
- sachant que l'isolement de la Suisse ne renforcerait pas sa souveraineté, mais au contraire l'affaiblirait,
- convaincus que seule une coopération large et dynamique avec l'Europe est capable d'assurer l'avenir de la Suisse,

**invitent tous leurs compatriotes et particulièrement les plus jeunes à participer à un large débat sur l'Europe, débat serein et factuel, afin d'offrir à la Suisse une politique cohérente et axée sur le long terme, une politique qui permettra au pays de faire valoir ses intérêts dans le contexte européen.**

## LES CONSIDÉRATIONS SUIVANTES DEVRAIENT CONTRIBUER À ÉTAYER CET APPEL

### 1. Quatre raisons militent pour une Europe solidaire

Nous le savons tous: la Suisse fait partie de l'Europe, géographiquement, historiquement, politiquement, économiquement, culturellement et socialement. La Suisse s'est construite dans le giron de son environnement européen. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Européens discutent de « l'Europe »: quel avenir pour notre continent ? Comment faire pour y assurer la paix, le droit et le bien-être économique et social ? Ils sont nombreux à se lasser parfois de ce débat, même en Suisse – à tort ! Le sujet reste important, cela pour quatre raisons:

- **L'histoire**

Après deux guerres mondiales, qui ont coûté la vie à quelque 75 millions de personnes, tous les Européens ont clamé „Plus jamais ça !“ La construction de l'Europe a apporté au continent plus d'un demi-siècle de paix. C'est une évolution unique dans l'histoire, un acquis qu'il s'agit de sauvegarder, un acquis qui exige la participation de tous les pays, des 28 États membres de l'Union Européenne et de leurs 500 millions d'habitants, mais aussi des autres États européens.

- **Les valeurs**

Du nord au sud et d'est en ouest, les peuples européens sont divers par leurs cultures, leurs langues, leur histoire, leurs traditions et même leurs tempéraments. Néanmoins, ils partagent nombre de valeurs essentielles: l'État de droit basé sur la démocratie, l'économie sociale de marché, les Droits de l'homme, la protection de l'environnement. La solidarité des Européens s'est concrétisée à travers une longue série de décisions.

- **L'interdépendance**

À l'époque de la mondialisation et du développement rapide des sciences et techniques, les pays européens ont réussi à forger un grand marché continental basé sur la concurrence et la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux ; la Suisse s'y est adaptée et en tire profit. Ce marché exige des conditions-cadres cohérentes et des politiques communes. L'interdépendance s'est accentuée également dans le domaine de la sécurité intérieure (terrorisme, cybercriminalité, flux migratoires non contrôlés, etc.).

- **L'Europe dans le monde**

Il fut un temps où l'Europe était le centre politique et économique du monde. Aujourd'hui, après la disparition des empires coloniaux et la montée rapide de puissances extra-européennes, les pays européens jouent un rôle plus modeste à la table des grands. Désormais, l'Europe ne réussit à faire valoir son point de vue que si les pays européens coordonnent leur action. Cette exigence vaut aussi en matière de sécurité.

## 2. La Suisse et l'Europe: le passé

L'histoire des relations entre la Suisse et l'Union Européenne n'est malheureusement pas marquée par la cohérence: rapprochements, affirmations d'objectifs partagés, manifestations d'intérêts communs, vases hésitations, voire reculs. En un sens, la paix qui règne entre ses voisins en Europe a fait perdre ses marques à la Suisse. Quatre éléments sont à relever:

- **La démocratie directe**

Nous autres Suisses sommes fiers à juste titre de notre démocratie directe. Nous savons qu'elle est unique au monde sous cette forme: elle intervient non seulement quand il s'agit d'approuver des traités avec l'UE, mais aussi dans leur mise en application. Deux dangers menacent la Suisse: d'une part, elle doit éviter d'être considérée, par ses partenaires, comme pas fiable ; d'autre part, elle doit se garder de la satellisation, soit une participation sans droit de regard. La réponse à ce dilemme n'est, certes, pas dans une abolition de la démocratie directe, mais dans son usage réfléchi.

- **L'intégration de fait**

L'économie suisse réagit bien aux impulsions données par l'intégration. Les chiffres montrent même que la Suisse est aujourd'hui de facto plus intégrée dans l'espace économique européen que nombre d'Etats de l'UE. Les accords bilatéraux conclus avec Bruxelles, notamment l'accord sur le libre-échange des marchandises et celui sur la libre circulation des travailleurs, ont stimulé la concurrence et ont soutenu durablement la croissance.

- **Des solutions d'ensemble**

Au cours des décennies, la Suisse a toujours recherché des solutions d'ensemble, structurées, pour encadrer sa participation au processus d'intégration: la grande zone de libre-échange des années cinquante (qui a échoué en 1958), la demande d'association de la Suisse en 1961 (devenue sans objet), la création d'un „pont“ pour relier l'AELE à la Communauté européenne (abandonné avec l'adhésion à l'UE de la plupart des pays de l'AELE), la proposition d'engager des pourparlers en vue d'une adhésion (1992, rendue sans objet suite au refus de l'EEE), l'Espace économique européen (refusé le 6 décembre 1992), un arrangement institutionnel (en voie de négociation). En soi, il paraît logique de rechercher de telles solutions d'ensemble; mais chaque fois, des obstacles quasi insurmontables ont surgi.

- **Le bilatéralisme**

Grâce à une démarche pragmatique, secteur par secteur, la Suisse a pu conclure près de 120 accords bilatéraux avec l'Union Européenne. Bien évidemment, quand cet acquis est remis en question par la politique intérieure, la confiance de nos partenaires s'en trouve affectée. Cette imprévisibilité a un impact négatif aussi pour l'économie. Néanmoins, le bilatéralisme paraît être la forme de coopération qui, à ce stade, répond le mieux aux besoins et intérêts de la Suisse tout en offrant les meilleures chances de consensus politique.

### 3. La Suisse et l'Europe: l'avenir

Il est vraisemblable que la Suisse et ses citoyens seront toujours plus confrontés aux préoccupations européennes, dominées par quatre questions centrales:

- **Coresponsabilité**  
Le débat national écarte trop facilement le fait que la Suisse a déjà d'importantes responsabilités en Europe. Cela vaut pour des problèmes qui, de par leur nature, ont acquis une dimension paneuropéenne tels la protection de l'environnement, l'énergie, les transports, la migration, la formation et la recherche, la stabilité monétaire et financière et aussi, bien entendu, la sauvegarde de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi que la sécurité intérieure et extérieure du continent.
- **Les intérêts économiques**  
La Suisse est un pays dépourvu de matières premières et d'énergies fossiles. Sa prospérité dépend de la capacité de ses entreprises à conserver leur position sur les marchés européens et mondiaux; il importe donc qu'elles puissent s'y battre à armes égales face à leurs concurrents. Les pays de l'Union Européenne constituent de loin le marché le plus important pour la Suisse. Celle-ci ne peut, pour ne prendre qu'un seul exemple, maintenir une place financière importante sans un libre accès aux marchés européens dans le cadre d'une réglementation commune ou agréée.
- **Cohérence et continuité**  
Quelle que soit la forme que l'on désire donner à nos relations avec l'UE, il faut se rendre compte que, dans un marché de dimension continentale, tout est interconnecté. Autrement dit, nos relations complexes avec l'UE doivent être cohérentes, globales, stables et prévisibles. Vouloir le beurre et l'argent du beurre ne constitue pas une base solide pour une politique visant le long terme.
- Et enfin: **l'adhésion de la Suisse à l'UE** ne saurait être écartée d'emblée et à tout jamais des débats dans notre pays. Ce serait non seulement inapproprié, mais dangereux, car, en dernière analyse, seule la codécision permettra à la Suisse d'avoir une influence correspondant au poids du pays sur les politiques européennes et sur le droit européen.

Ces affirmations ne constituent pas un plaidoyer en faveur d'une forme ou d'un contenu déterminé à donner à nos relations avec l'UE ; il s'agit uniquement d'identifier les points qui doivent faire partie d'un débat démocratique sérieux. Dans ce contexte, il est impératif d'offrir à la jeune génération un cadre de réflexion et d'engagement pour l'avenir.

Un pays n'est pas souverain parce qu'il se permet de rejeter des engagements extérieurs ; il l'est quand il est capable, en tant que membre de la communauté des peuples, de se fixer des objectifs adaptés à son époque, de participer à l'élaboration des stratégies collectives et de faire valoir ses intérêts dans les processus décisionnels engagés entre les Etats. Le rayonnement et la prospérité de la Suisse en tant qu'Etat dépendent de sa capacité à jouer son rôle en assumant sa part de responsabilité dans un projet européen qui soit conforme à ses valeurs fondamentales.

Rédigé en septembre 2014

**Groupe de rédaction:**

Thomas Cottier – Alexandre de Senarclens – Jean-Daniel Gerber – Peter Max Gutzwiller – René Jost – Eric Kistler –  
Giusep Nay – Gilles Petitpierre – Remigio Ratti – Jean-Pierre Roth – Friedrich Sauerländer – Bénédicte de Tscharnier –  
Luzius Wasescha – Jean Zwahlen